

ACTION URGENTE

CHINE. UNE FEMME ET SON ENFANT RISQUENT UN RETOUR FORCÉ

Lee Su-jung (nom utilisé en Chine), 24 ans, et son fils, 4 ans, sont actuellement détenus à Shenyang, en Chine, avec 8 autres Nord-Coréens. En cas de retour forcé, ils risquent de subir des persécutions ou d'autres graves violations des droits humains, comme une détention arbitraire, des actes de torture ou d'autres mauvais traitements, voire une exécution.

Lee Su-jung est arrivée en Chine avec son fils le 17 octobre depuis Hoeryeong, une ville située à proximité de la frontière nord-est de la Corée du Nord. Ils ont été rejoints par 8 autres Nord-Coréens à leur arrivée. Ce groupe de 10 personnes, dont sept femmes ou filles, s'est rendu avec un intermédiaire jusqu'à la ville de Shenyang. En Chine, Lee Su-jung est restée en contact par téléphone mobile avec Lee Tae-won, son mari, qui se trouve en Corée du Sud.

Tôt dans la soirée du 4 novembre, Lee Tae-won parlait à sa femme au téléphone lorsque la conversation a été interrompue ; il a alors entendu ce qu'il a pensé être l'arrestation de Lee Su-jung et de leur enfant par la police. Lee Tae-won, qui a quitté la Corée du Nord en 2015 et vit maintenant avec sa mère et son frère en Corée du Sud, n'a pas réussi à contacter son épouse depuis lors. Grâce à d'autres intermédiaires, il a obtenu confirmation, le 12 novembre, que sa femme et son fils se trouvaient dans le centre de détention de Santaizi, à Shenyang.

Selon Lee Tae-won, sa femme présente une insuffisance cardiaque et reçoit régulièrement des soins médicaux pour une maladie associée. Leur fils souffre d'asthme et a souvent des problèmes pulmonaires par temps froid. Ils risquent de ne recevoir aucun traitement médical adapté en détention.

À l'heure actuelle, bien que la Chine soit partie à la Convention des Nations unies relative au statut des réfugiés, elle n'autorise pas l'agence des Nations unies pour les réfugiés, le HCR, à entrer en contact avec les Nord-Coréens qui fuient leur pays. Les autorités chinoises considèrent que les Nord-Coréens qui entrent en Chine sans autorisation préalable ne sont pas des réfugiés, mais des migrants économiques en situation irrégulière, et les renvoient généralement en Corée du Nord en cas d'arrestation. Les Nord-Coréens rapatriés contre leur gré sont souvent victimes d'emprisonnements arbitraires, de travail forcé ou de torture ou d'autres mauvais traitements, voire exécutés.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en chinois, en anglais ou dans votre propre langue :

- demandez instamment aux autorités d'empêcher tout retour forcé en Corée du Nord, y compris celui de Lee Su-jung et son fils ;
- engagez-les à octroyer le statut de réfugié aux Nord-Coréens qui y ont droit, à les laisser entrer immédiatement en contact avec le HCR ou à leur permettre de se rendre en Corée du Sud ou dans d'autres pays pour y demander l'asile ;
- priez-les de veiller à ce que Lee Su-jung, son fils et les huit autres Nord-Coréens du groupe soient protégés contre la torture et les autres mauvais traitements en détention, et à ce qu'ils puissent sans délai consulter un avocat de leur choix et bénéficier de tous les soins médicaux qui leur seraient nécessaires.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 27 DÉCEMBRE 2017 À :

Président
Xi Jinping
The State Council General Office
2 Fuyoujie
Xichengqu, Beijing 100017
Chine
Fax : +86 10 6238 1025
Courriel : gov@govonline.cn

Directeur du poste de police de Santaizi
Santaizi Police Station
8 Baihuashan Lu
Huanggu Qu, Shenyang Shi
Liaoning Shen 110034
Chine
Tél. : (+86) 24 8659 4955
Formule d'appel : Dear Director, /

Copies à :
Bureau du HCR en Chine - China Office, UNHCR
1-2-1, Tavuan Diplomatic Office Building,
14 Liangmahe Nan Lu,
Beijing Shi 100600,
Chine
Tél. : (+86) 10 6532 6806
Fax : (+86) 10 6532 1647
Courriel : chibe@unhcr.org

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Chine dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :

[Name](#)[nom\(s\)](#), [Address 1](#)[adresse\(s\)](#), [Address 2](#)[n° de fax](#), [Address 3](#)[adresse électronique](#), [Fax number](#)[formule d'appel](#)[Email address](#)[Salutation](#) .
Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

CHINE. UNE FEMME ET SON ENFANT RISQUENT UN RETOUR FORCÉ

COMPLÉMENT D'INFORMATION

En février 2014, la Commission d'enquête sur les droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée [ONU] a publié un rapport intitulé *Report of the detailed findings of the Commission of Inquiry on human rights in the Democratic People's Republic of Korea*. Ce rapport présente des informations sur les violations des droits humains systématiques, généralisées et graves commises dans ce pays. Des Nord-Coréens, individuellement ou en famille, ont fui la Corée du Nord pour échapper à des persécutions motivées par des considérations politiques ou religieuses. Pour beaucoup d'autres, traverser clandestinement la frontière entre la Corée du Nord et la Chine est la seule solution pour trouver de la nourriture et du travail.

En Corée du Nord, les contrôles à la frontière seraient devenus plus stricts ces dernières années, depuis l'arrivée au pouvoir de Kim Jong-un, en décembre 2011. Le gouvernement nord-coréen a condamné les personnes qui passent la frontière sans autorisation préalable, les menaçant de sanctions sévères. Le renforcement des mesures de sécurité a entraîné une baisse du nombre de ces passages en Chine depuis 2012, sans les faire cesser.

Les autorités chinoises ne considèrent pas les Nord-Coréens qui franchissent la frontière sans autorisation préalable comme des demandeurs d'asile, mais comme des migrants économiques en situation irrégulière. En cas d'arrestation, ces personnes font l'objet de retours forcés en Corée du Nord. Selon *Human Rights Watch*, la Chine a arrêté au moins 41 réfugiés nord-coréens depuis juillet 2017, et en a renvoyé de force au moins 37 sur les 92 qui, d'après ses estimations, ont été arrêtés depuis juillet 2016.

Le principe de non-refoulement – codifié dans la Convention relative au statut des réfugiés [ONU], à laquelle la Chine est partie, et dans d'autres instruments internationaux relatifs aux droits humains ayant un caractère contraignant pour la Chine – interdit de transférer une personne vers un endroit où elle courrait un risque réel de graves violations de ses droits fondamentaux ou de graves atteintes à ces droits. Ce principe fait aussi partie du droit international coutumier, qui lie tous les États, que ceux-ci aient ou non ratifié les traités concernés. Amnesty International estime que tous les Nord-Coréens qui fuient leur pays peuvent prétendre au statut de réfugié, compte tenu du risque de graves violations des droits humains auquel le simple fait d'avoir quitté le territoire les expose en cas de renvoi dans ce pays.

Nom : groupe
Femmes et hommes

AU 253/17, ASA 17/7454/2017, 15 novembre 2017

~~URGENT ACTION~~

~~MOTHER AND CHILD AT RISK OF FORCIBLE RETURN~~

~~Lee Su-jung (name being used in China, aged 24) and her son (aged 4) are currently in detention in Shenyang, China, along with 8 other North Koreans. If forcibly returned, they are at risk of persecution or other serious human rights violations, such as arbitrary detention, torture or other ill-treatment and possibly execution.~~

Lee Su jung arrived in China from Hoeryeong, a city near the northeastern border of North Korea on 17 October with her son. They were joined by 8 other North Koreans upon arrival. The group of 10, of which seven were women or girls, travelled with a broker to the city of Shenyang. Lee Su jung maintained contact while in China with **Lee Tae won**, her husband in South Korea by mobile phone.

Early in the evening of 4 November, Lee Tae won was talking to his wife on the phone, but the conversation was interrupted, and he heard what he thought might be the detention of Lee Su jung and their child by the police. Lee Tae won, who left North Korea in 2015 and now lives with his mother and brother in South Korea, has not been able to contact her since. Through other intermediaries, he received confirmation on 12 November that his wife and son were detained in the Santaizi Detention Centre in Shenyang.

According to Lee Tae won, his wife has a weak heart and has been regularly receiving medical care for a related illness. Their son suffers from asthma and often has lung problems during cold weather. They are at risk of not receiving adequate medical care during detention.

Although China is a state party to the UN Refugee Convention, it does not currently allow the UN refugee agency, UNHCR, access to North Koreans fleeing their country. The Chinese government considers North Koreans crossing the border into China without prior permission not as refugees, but as irregular, economic migrants and usually forcibly returns them to North Korea if caught. Forcibly repatriated North Koreans are often subjected to arbitrary imprisonment, forced labour, torture or other ill treatment, and possibly execution.

Please write immediately in Chinese, English or your own language:

- Stop the forced return of any person to North Korea, including Lee Su jung and her son;
- Grant refugee status to those North Koreans who are entitled to it, give them immediate access to UNHCR or allow them to travel to South Korea or other countries to seek asylum;
- Ensure Lee Su jung, her son and the other eight North Koreans in the group are protected from torture and other ill treatment while in detention and have prompt access to legal counsel of their choosing and any necessary medical treatment.

PLEASE SEND APPEALS BEFORE 27 DEC 2017 TO:

President
Xi Jinping
The State Council General Office
2 Fuyoujie
Xiechengqu, Beijing Shi 100017,
People's Republic of China
Fax: +86 10 6238 1025
Email: gov@govonline.cn
Salutation: Dear President

Director
Santaizi Police Station
8 Baihuashan Lu
Huanggu Qu, Shenyang Shi
Liaoning Shen 110034
People's Republic of China
Tel: (+86) 24 8659 4955
Salutation: Dear Director

And copies to:
China Office, UNHCR
1-2-1, Tayuan Diplomatic Office Building,
14 Liangmahe Nan Lu,
Beijing Shi 100600,
People's Republic of China
Telephone: (+86) 10 6532 6806
Fax: (+86) 10 6532 1647
Email: chibe@unhcr.org

Also send copies to diplomatic representatives accredited to your country. Please insert local diplomatic addresses below:

Name Address 1 Address 2 Address 3 Fax Fax number Email Email address Salutation Salutation —

Please check with your section office if sending appeals after the above date.

URGENT ACTION

MOTHER AND CHILD AT RISK OF FORCIBLE RETURN

ADDITIONAL INFORMATION

In February 2014 the UN Commission of Inquiry on Human Rights in the Democratic People's Republic of Korea (North Korea) released its *Report of the detailed findings of the Commission of Inquiry on human rights in the Democratic People's Republic of Korea (DPRK)*. The report documents the systematic, widespread and grave violations of human rights in the country. Individuals or families in the DPRK fled the country to escape persecution for political or religious reasons. They also often have no choice but to cross the China-North Korea border illegally due to the desperate need for food and work.

Border controls in North Korea have reportedly been tightened in recent years since Kim Jong-un came to power in December 2011. The North Korean government condemned people crossing the border without prior permission and threatened them with severe punishments. The fortified security measures have caused a decrease in these crossings since 2012, but they have not stopped.

The Chinese government considers North Koreans crossing the border without prior permission not as asylum seekers, but as irregular, economic migrants. If caught, they would be forcibly returned to North Korea. According to Human Rights Watch, China has detained at least 41 refugees since July 2017, and has forcibly returned at least 37 North Koreans, out of an estimated 92 detained since July 2016.

The principle of non-refoulement, codified in the UN Refugee Convention which China is a state party to, and in other international human rights treaties binding on China prohibits the transfer of anyone to a place where they would be at real risk of serious human rights violations or abuses. This principle has also achieved the status of customary international law, binding on all states regardless of whether they have ratified the relevant treaties. Amnesty International believes that anyone fleeing North Korea is entitled to international protection because they are at risk of serious human rights violations if returned to North Korea just for having left the country.

Name: Group

Gender m/f: both

UA: 253/17 Index: ASA 17/7454/2017 Issue Date: 15 November 2017